NIGER

Les forces de l'ordre aux urnes pour le référendum voulu par M. Tandja

Policiers et militaires votaient hier au Niger, un jour avant le reste de la population, sur le référendum convoqué par le président Mamadou Tandja qui veut se maintenir au pouvoir par l'adoption d'une nouvelle Constitution critiquée de toutes parts.

Par milliers, les membres des forces de l'ordre étaient appelés à se rendre aux urnes dans l'ensemble du pays, de 8h à 19 h locales (7 hà 18 h

GMT), avant quelque six millions d'électeurs aujourd'hui.

Dans une école primaire proche de la principale caserne de Niamey, soldats, policiers et sapeurs-pompiers en uniforme faisaient la queue pour voter, a

constaté un journaliste de l'AFP. Ils se prononcent sur l'adoption d'une nouvelle constitution permettant au président, dont le mandat expire en décembre, de rester en fonction jusqu'en 2012. Il pourrait ensuite se représenter autant de fois qu'il le souhaite.

Dimanche, le Premier ministre Seïni Oumarou avait annoncé que les forces de l'ordre voteront lundi «pour être disponibles afin d'assurer la sécurité des civils qui voteront le 4 août».

La Constitution actuelle du Niger limite à deux mandats consécutifs la fonction présidentielle et veut que Mamadou Tandja, 71 ans, cède la place au terme de son deuxième quinquennat le 22 décembre.

Mais l'obstination du chef de l'Etat a plongé le pays dans une crise sérieuse. L'opposition, qui a multiplié les manifestations, dénonce «un coup d'Etat» et la communauté internationale a largement critiqué les desseins du président. Pour arriver à ses fins, M. Tandja a dissous le Parlement le 26 mai, puis fin juin la Cour constitutionnelle qui avait déclaré le référendum illégal, et

gouverne depuis seul par décrets et ordonnances grâce aux «pouvoirs exceptionnels» qu'il s'est arrogés. Dimanche, partis d'opposition et centrales syndicales réunis au sein de la Coordination des forces démocratiques pour la République (CFDR) ont lancé un ultime «appel à la mobilisation pour faire échec» au référendum qu'ils jugent «illégal». De son côté, le ministre de l'Intérieur, Albadé Abouba, a mis en garde contre toute tentative de compromettre le scrutin. «Des instructions fermes ont été données à tous les niveaux pour prévenir et réprimer sévèrement tout acte qui viendrait à perturber les opérations de vote». L'armée, en dépit d'une histoire riche en coups d'Etat, a jusqu'à présent adopté une attitude de totale neutralité dans le bras de fer entre le président et l'opposition.

Photo : DR

Le président Mamadou Tandja.

La France, ancienne puissance coloniale du pays sahélien de quelque 14 millions d'habitants qui occupe le rang de troisième producteur mondial d'uranium, a dénoncé mi-juillet les «atteintes répétées à la démocratie» du président Tandja.

Bruxelles, qui a déjà suspendu une aide budgétaire, a menacé vendredi Niamey de «graves conséquences».

L'Union africaine, l'ONU et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, dont le Niger est membre) ont toutes tenté en vain de dissuader le président d'organiser le référendum.

Aucun observateur de ces trois instances n'avait été dépêché dans le pays, a indiqué hier le président de la commission électorale Moumouni Hamidou.

Il a précisé que la commission prévoyait de proclamer le résultat du référendum dans un délai de cinq jours. Ils devront ensuite être validés puis proclamés par la Cour constitutionnelle — celle désignée par M. Tandja récemment et dont certains membres ont publiquement défendu le référendum. Selon la radio privée Anfani, des forces de l'ordre ont été déployées en grand nombre à l'intérieur du pays.

MEXIQUE

Un des piliers du cartel de «La Familia» sous les verrous

La police mexicaine a frappé un nouveau coup contre le cartel de La Familia (La Famille), qui l'a défié en assassinant 16 «fédéraux» mi-juillet, en arrêtant son principal pourvoyeur de drogue synthétique aux Etats-Unis, a-t-elle annoncé hier. Miguel Veraza Villa a été arrêté samedi avec 32 autres suspects, dont des cadres présumés du cartel, lors d'une fête dans l'Etat de Michoacan (ouest), fief de La Familia. Il faisait passer aux Etats-Unis jusqu'à 500 kg de produits du genre Ice ou Krystal, a indiqué le chef de la Police fédérale, Eduardo Ramon Pequeno, lors d'une conférence de presse à Mexico.

Le cartel de La Familia est considéré comme le premier producteur mexicain de drogues synthétiques. La police fédérale affirme avoir déjà détruit une quarantaine de ses laboratoires clandestins cette année. La Familia a lancé une déclaration de guerre à la police fédérale à la mi-juillet en revendiquant l'assassinat de 16 de ses agents, dont douze avaient été retrouvés entassés au bord d'une route. Le gouvernement a répliqué en déployant 5 500 policiers et militaires contre le cartel dans le Michoacan, qui est aussi la région natale du président mexicain Felipe Calderon, et en s'attaquant aux ressources financières de l'organisation criminelle.

Ce cartel a fait son apparition en octobre 2006, quand des inconnus sont entrés dans un bar pour lancer cinq têtes humaines accompagnées d'un message sur une piste de danse. La Familia affirmait alors lutter contre le trafic de drogue. Elle s'est ensuite alliée au cartel du Golfe, une alliance aujourd'hui rompue qui a laissé place à une guerre sans merci entre les deux organisations. Depuis l'entrée en fonction du gouvernement de M. Calderon, en décembre 2006, la guerre entre cartels et leurs affrontements contre les forces de l'ordre ont fait près de 13 000 morts, dont plus de 5 300 en 2008 selon les chiffres officiels, et déjà 4 300 en 2009 selon la presse. Le pouvoir fédéral a pourtant mobilisé plus de 36 000 militaires et policiers contre ces organisations criminelles, spécialisées aussi dans les enlèvements contre rançon, le racket ou encore la prostitution.

La Chine, une superpuissance en marche

La Chine, une nation en développement ultra-rapide, compte mériter la place de superpuissance mondiale qui lui est prédestinée, un rêve de conquête ou de reconquête que ce pays de quelque 1,3 milliard d'habitants caresse depuis bien des générations.

Après une période difficile où elle fut confrontée, entre 1959 et 1969, à de sérieux problèmes internes puis aux puissances du moment, la République populaire de Chine, jusque-là fermée sur elle-même, a commencé à «retravailler» sa politique extérieure qui lui a permis de récupérer en 1972, grâce au soutien actif des pays en développement, son siège à l'ONU, puis de jouir de la détente entre elle et l'Occident, ce qui lui a permis de mettre sur les rails sa politique d'ouverture et de réformes.

C'est ainsi que depuis 1978, ce pays, qui se réclame du communisme, a déployé d'énormes efforts dans les différents secteurs, notamment les industries

de base et les infrastructures, qui lui ont valu un essor économique rapide et stable des plus enviables, le propulsant sur les devants de la scène mondiale.

Ce progrès est le résultat de l'accumulation et de l'exploration des plus importants indicateurs de la croissance, tels que le travail, le capital, la technologie, l'institution et la structure, a-t-on expliqué.

«Le développement impulse la restructuration et celle-ci favorise, en retour, le développement», a résumé Mme Qi Jianhua, professeur à l'Institut de diplomatie de Beijing (Pékin) lors d'une conférence sur le thème «la situation générale de la Chine : les défis à relever», tenue à l'issue d'un séminaire organisé à Pékin à l'intention de journalistes africains francophones.

Depuis ces trente dernières années de réformes et d'ouverture, le développement «adapté à la réalité chinoise» s'est réalisé dans le processus de l'industrialisation, de l'urbanisation, de l'internationalisation et de ce qui est appelé en Chine

la «marchandisation», terme désignant les règlements et les lois régissant le système du marché interne et mondial. Ce développement résulte, explique Mme Qi, de la «haute formation-qualification du capital ressources humaines», des abondantes ressources en main-d'œuvre, la progression rapide du système ou de la structure de consommation, mais surtout les réformes institutionnelles et l'efficacité économique sans cesse améliorées, ajouté à la stratégie d'investissements à l'étranger mise en vigueur lesquels se comptent par milliards.

D'aucuns pensent toutefois que la Chine, pays pluriethnique émergent, assis sur une superficie totale de 9,5 millions de km², doit faire face à une concurrence internationale des plus acharnée.

Le géant en marche devrait ainsi compter avec les «menaces traditionnelles et non traditionnelles de la sécurité», l'aggravation du déséquilibre du développement de l'économie mondiale créant un écart de plus en plus perceptible entre le Nord et le Sud de la planète, une tendance réelle au protectionnisme dans le commerce et l'investissement et une forte pression énergétique et écologique.

A tous ces éléments, a-t-on expliqué, viennent s'ajouter d'autres risques parmi lesquels les crises financières cycliques, les conséquences néfastes du changement climatique, les catastrophes naturelles et le problème des épidémies auxquelles doit faire face ce pays qui veut conjurer le mauvais sort en mettant un terme au complexe cultivé vis-à-vis des pays occidentaux, notamment après la révolution industrielle au XVIIIe siècle.

Pour ce faire, et au regard des changements aussi profonds que complexes intervenus sur la scène mondiale, la Chine dit accorder une «importance particulière» aux relations sino-africaines lesquelles correspondent à leurs intérêts communs dans ce nouveau contexte international.

«L'intensification des consultations et la consolidation des relations entre la Chine et l'Afrique profitent à la sauvegarde des droits et intérêts des pays en développement», a indiqué un diplomate du département de l'Afrique au ministère des Affaires étrangères de Chine, M. Wang Kejung.

«Seule la solidarité entre pays en développement permettra de promouvoir la démocratisation des relations internationales, de pousser de façon plus efficace les pays développés à prendre en considération les intérêts des pays en développement et leur assurer la place qu'il faut sur une scène internationale à forte concurrence», a-t-il affirmé dans ce contexte.

D'autre part, la complémentarité entre la Chine et l'Afrique pourrait contribuer, selon M. Kejung, au développement passager et à l'élévation du niveau de la coopération Sud-Sud. «Avec leurs riches ressources et leurs conditions naturelles favorables, les pays africains ont d'immenses potentialités de développement

et cherchent activement les voies de développement adaptées à leurs réalités nationales respectives», a-t-il dit. Il termine en affirmant que grâce à son expérience forgée durant les longues années de réformes et d'ouverture, la Chine pourrait être d'un «apport certain» pour les pays africains.

«La Chine possède des technologies et des équipements qui répondent relativement aux besoins de l'Afrique, tandis que le vaste marché africain offre des opportunités de renforcer et d'élargir davantage la coopération sino-africaine», a expliqué le diplomate chinois.

Ces échanges, a-t-il soutenu, profiteront au développement des économies des deux parties, à la convention de coopération Sud-Sud et à la réalisation de la prospérité commune des pays en développement et contribueront ainsi à réduire l'écart Nord-Sud et à assurer la paix, la stabilité et le développement dans le monde.

«Consolider et développer les relations de coopération avec les pays africains constitue toujours une partie importante de la politique étrangère et d'indépendance de la Chine», a assuré M. Kejung devant ses hôtes journalistes africains.